



Comité parlementaire pour un Iran démocratique

Communiqué de presse du CPID - 8 juillet 2025

Des députés français préoccupés par la vague d'exécutions soutiennent la revendication démocratique du peuple iranien

159 députés de diverses tendances politiques expriment leur inquiétude face à l'augmentation sans précédent des exécutions en Iran et soutiennent la revendication du peuple iranien en faveur d'une transition vers une république démocratique.

Dans une démarche transpartisane, 159 députés de l'Assemblée nationale française ont réagi à l'augmentation alarmante des exécutions en Iran et manifesté leur appui à la revendication du peuple iranien en faveur de la liberté et de l'instauration d'une république démocratique. Ils ont souligné que les principes de cette revendication sont clairement développés dans le plan en dix points de Mme Maryam Radjavi, présidente du Conseil national de la Résistance iranienne.

L'initiative a été annoncée, lors d'un point de presse devant l'Assemblée Nationale, le mardi 8 juillet, par le Comité parlementaire pour un Iran démocratique (CPID), actif au Parlement français depuis 2008.

Mme Christine Arrighi, députée des Haute-Garonne et présidente du CPID, a transmis aux médias le texte de la déclaration signée par 159 députés de différents partis.

Aux côtés de plusieurs signataires devant l'AN, elle a apporté son soutien plein et entier aux otages français, Cécile Kohler et Jacques Paris et exprimé sa profonde sympathie envers leurs familles. Elle a souligné : « La prise d'otages en Iran est une politique officielle et institutionnalisée, menée sous la direction des plus hautes autorités du régime. Il est temps de demander des comptes à ce gouvernement. Il doit libérer immédiatement tous les otages sans condition. »

Les députés ont exprimé leur inquiétude face à la détérioration de la situation des droits humains dans le pays, soulignant que plus de 1 000 exécutions ont été recensées en Iran en 2024, notamment depuis l'arrivée au pouvoir de Massoud Pezeshkian. Un nombre important de prisonniers politiques sont également actuellement condamnés à mort.

La déclaration des députés, faisant référence à l'effondrement des bras armés étrangers du régime, notamment le Hezbollah libanais, et à la chute rapide du dictateur syrien, indiquait : « la stratégie du régime iranien consistant à utiliser des

forces par procuration pour sa propre survie est au point mort. Nous assistons au début d'une nouvelle ère en Iran et dans la région »

Les élus français ont averti que la complaisance et l'investissement politique ou économique dans un tel régime, non seulement violaient les principes démocratiques, mais mettaient également en péril la paix. Ils ont rappelé que, lors du soulèvement de 2022, le peuple iranien avait rejeté toute dictature, qu'elle soit monarchique ou religieuse, et avait exigé une république démocratique.

« La bonne politique consiste à se tenir aux côtés du peuple iranien qui souhaite un changement de régime », ont souligné les députés. « Cette nation et sa résistance organisée devraient être au centre d'une politique vis-à-vis de l'Iran »

Selon un sondage CSA réalisé la semaine dernière à la demande des médias français, environ 80 % des Français souhaitent un changement de régime en Iran et y voient une issue à la crise régionale.

Ces derniers mois, une majorité de membres de la Chambre des représentants des États-Unis, une majorité de membres de la Chambre des communes britannique et leurs homologues de la Chambre des Lords, ainsi qu'une majorité de membres du Parlement italien, ont publié des déclarations similaires appelant à un changement de politique envers le régime iranien et à la reconnaissance du rôle décisif du peuple iranien et de la résistance organisée.

Secrétariat du Comité Parlementaire pour un Iran Démocratique (CPID)